

Unité départementale du Littoral
DREAL Hauts de France
Rue du Pont de Pierre - CS 60036
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 25/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NORD METHA

Rue Van Cauwenberghe – ZI Petite Synthe
59640 Dunkerque

Références : -
Code AIOT : 0003802344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2025 dans l'établissement NORD METHA implanté Rue Van Cauwenberghe – ZI Petite Synthe 59640 Dunkerque. L'inspection a été annoncée le 07/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est une inspection réactive réalisée suite à l'incendie d'un groupe électrogène de location survenu le 6 mai 2025 en milieu de journée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORD METHA
- Rue Van Cauwenberghe – ZI Petite Synthe 59640 Dunkerque
- Code AIOT : 0003802344

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement NORD METHA est une installation de méthanisation située sur la commune de DUNKERQUE. Le site est enregistré par arrêté préfectoral du 19 février 2021 sous la rubrique 2781-2-b pour 99,8 tonnes d'intrants par jour. Le biogaz produit est épuré, puis injecté dans le réseau GRDF. Le site a débuté son activité en juillet 2023.

Il est prévu d'épandre les digestats. Le plan d'épandage porte sur 30 000 m³/an de digestat brut.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'incident et rapport	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Sans objet
2	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'incident et rapport

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident et rapport
Prescription contrôlée : <u>Article R512-69</u> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire

et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a informé l'Unité Départementale de Gravelines par mail du 6 mai 2025 après-midi qu'un départ de feux était survenu.

L'incendie concerne un groupe électrogène de location qui a pris feu quelques minutes après sa mise en service. D'après la société qui a loué le groupe, il s'agirait d'un défaut du circuit de refroidissement.

NORD METHA installait un nouvel équipement de liquéfaction du CO2 rejeté par l'épurateur du biogaz. La mise en place nécessitait des coupures des installations électriques et la mise en place d'un groupe extérieur afin de réalimenter certains équipements.

Le groupe de location était positionné en dehors des zones ATEX, à bonne distance des autres matériels et sa combustion n'a provoqué aucun dégât sur les installations de méthanisation. Seule, la partie du groupe où sont localisés le moteur et la génératrice ont brûlé. Le feu ne s'est pas propagé au réservoir de gasoil situé dessous, ni à une nourrice qui était installée derrière le groupe.

Le groupe électrogène a été remplacé et les travaux ont repris dans l'après-midi.

L'incendie a été détecté à 12 h 15, appel immédiat des secours et utilisation d'extincteurs. Arrivée des pompiers vers 12 h 30 et départ peu après car l'incendie était déjà quasiment éteint à leur arrivée. Les pompiers se sont connectés à un des poteaux incendie du site et n'ont utilisé que quelques mètres cubes d'eau.

L'installation de méthanisation fonctionnait au ralenti durant les travaux. Les gazomètres ont stocké la production de biogaz durant l'incendie, le temps que l'épurateur puisse être redémarré, ainsi que l'injection du biométhane. Il n'y a pas eu de déclenchement de la torchère, ni de rejet de gaz à l'atmosphère.

L'exploitant a transmis un rapport d'incident au format BARPI par mail du 28 mai 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

Constats :

Le site est installé à l'intérieur d'une rétention totale d'un volume de 18 000 m³. Le groupe électrogène était à l'intérieur de celle-ci. Il n'y a pas eu d'épandage dans l'environnement.

Le volume des eaux d'extinction et de nettoyage est estimé à environ 6 m³. Les eaux ont été collectées par la société ORTEC dans la semaine et dirigées vers une installation de traitement

Type de suites proposées : Sans suite